

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DES ENTREPRISES

ÉCHANTILLON



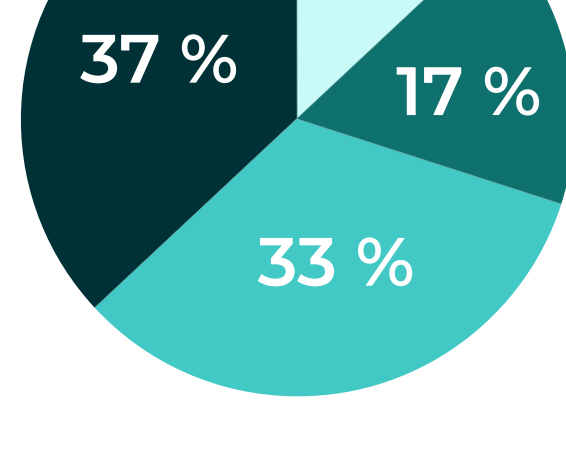
441 entreprises de 10 salariés et +

Enquête réalisée auprès des dirigeants d'entreprise, directeurs administratifs et financiers, responsables services achat, chargés de la RSE...

Représentativité des répondants assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants :

Secteur d'activité

- Commerce
- Services
- Industrie
- Construction

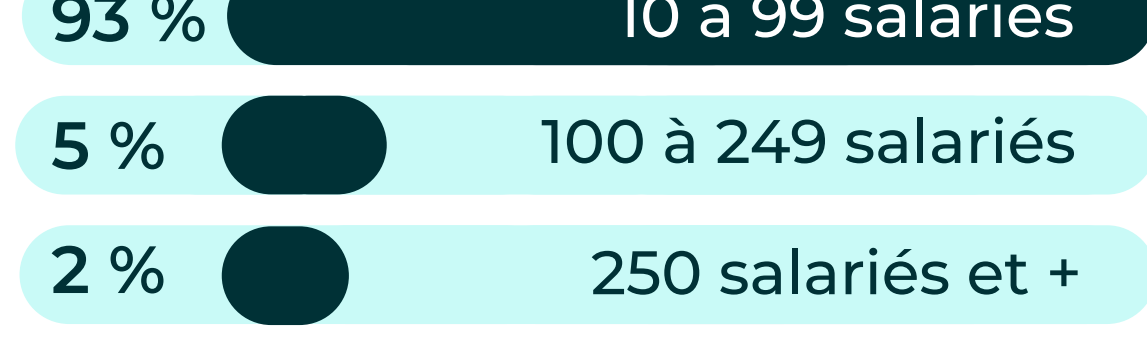


Implantation



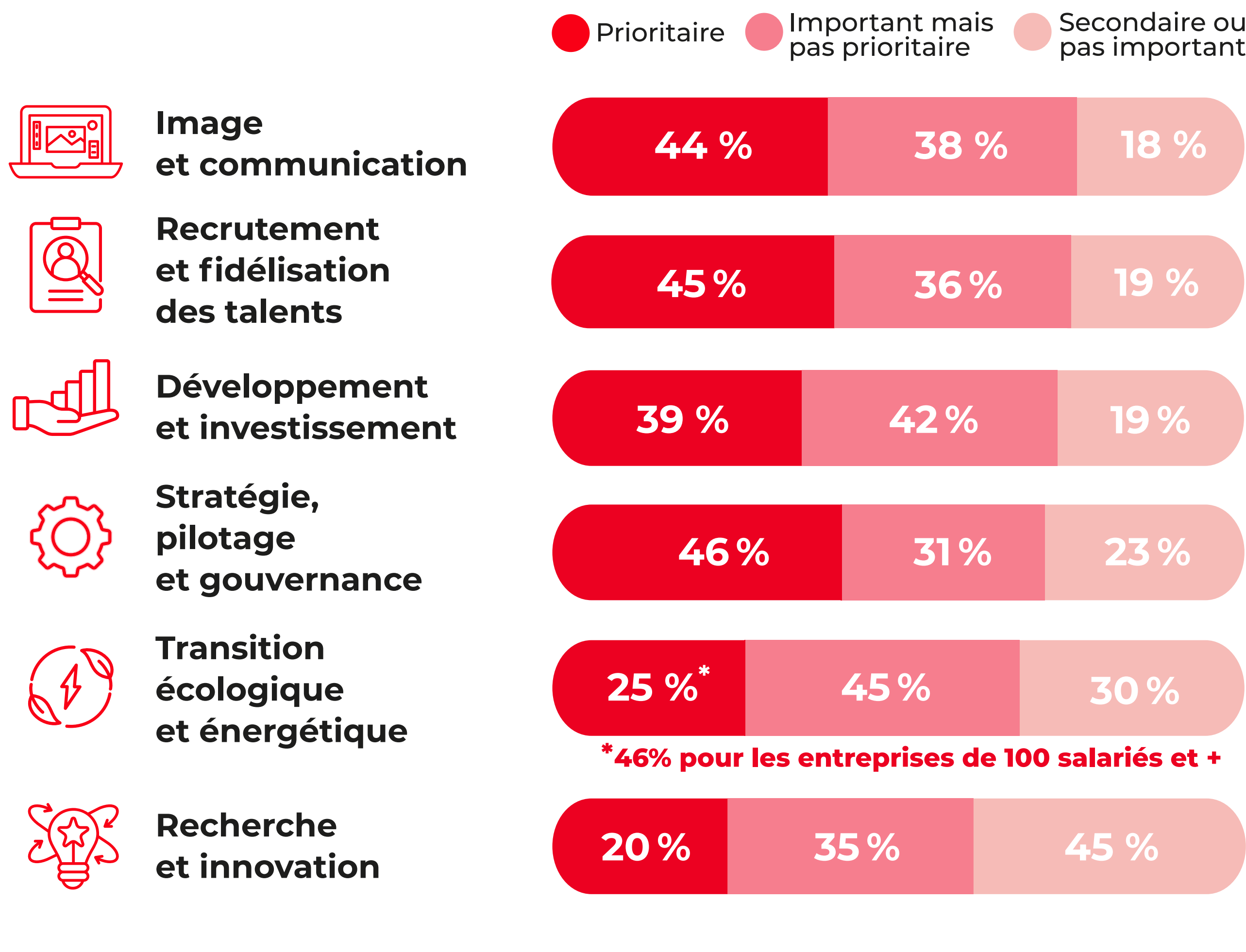
25 % Île de France
12 % Auvergne-Rhône-Alpes
10 % Occitanie
8 % Provence-Alpes-Côte d'Azur
7 % Hauts-de-France
7 % Nouvelle-Aquitaine
7 % Pays de la Loire
6 % Grand Est
6 % Normandie
5 % Bourgogne-Franche-Comté
4 % Bretagne
3 % Centre-Val de Loire

Taille



L'ENJEU DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DANS L'ENTREPRISE

UN ASPECT MAJEUR MAIS MOINS PRIORITAIRE QUE D'AUTRES



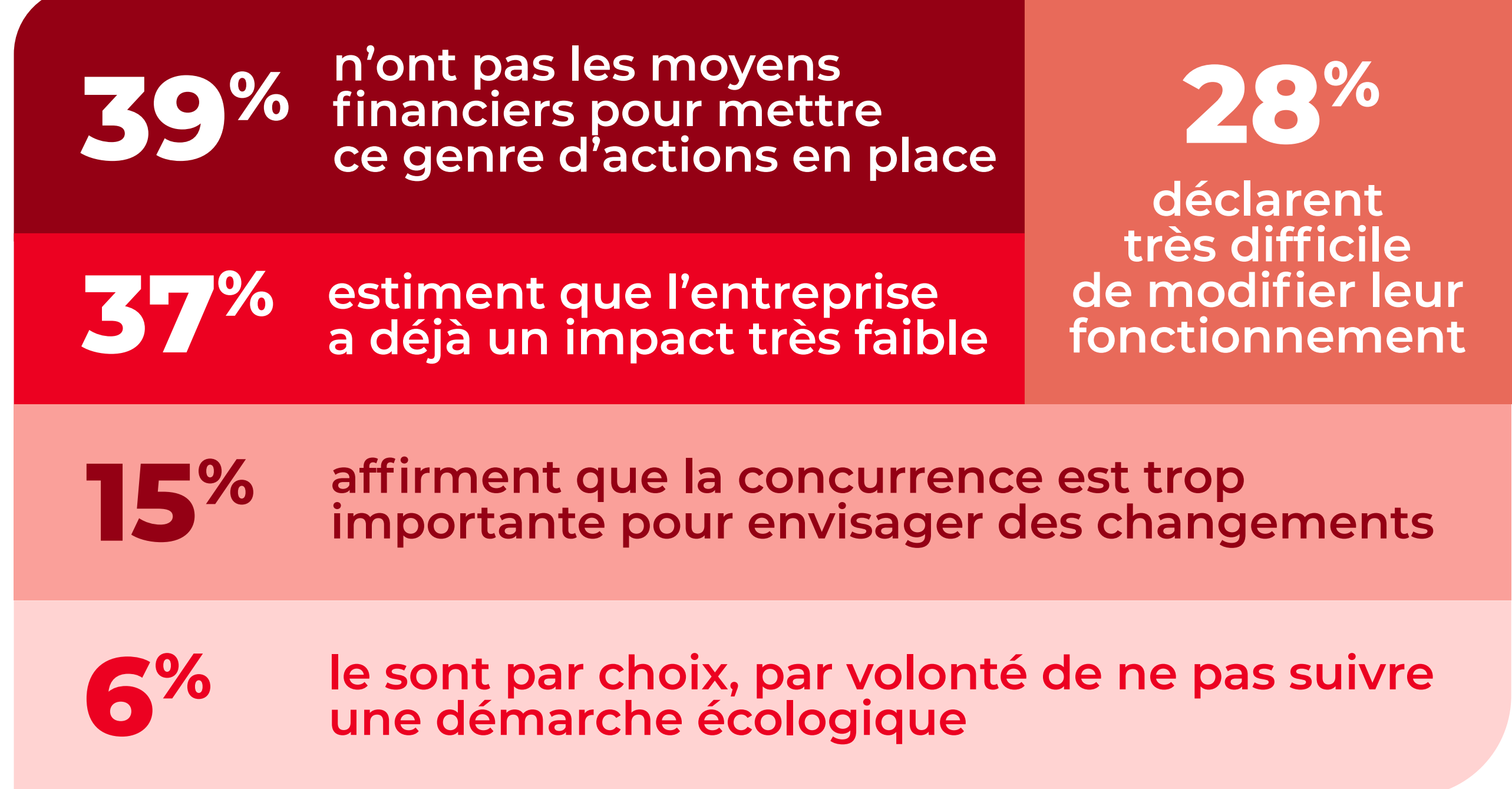
LES ENTREPRISES MANQUENT DE REPÈRES POUR RÉDUIRE LEUR IMPACT ENVIRONNEMENTAL



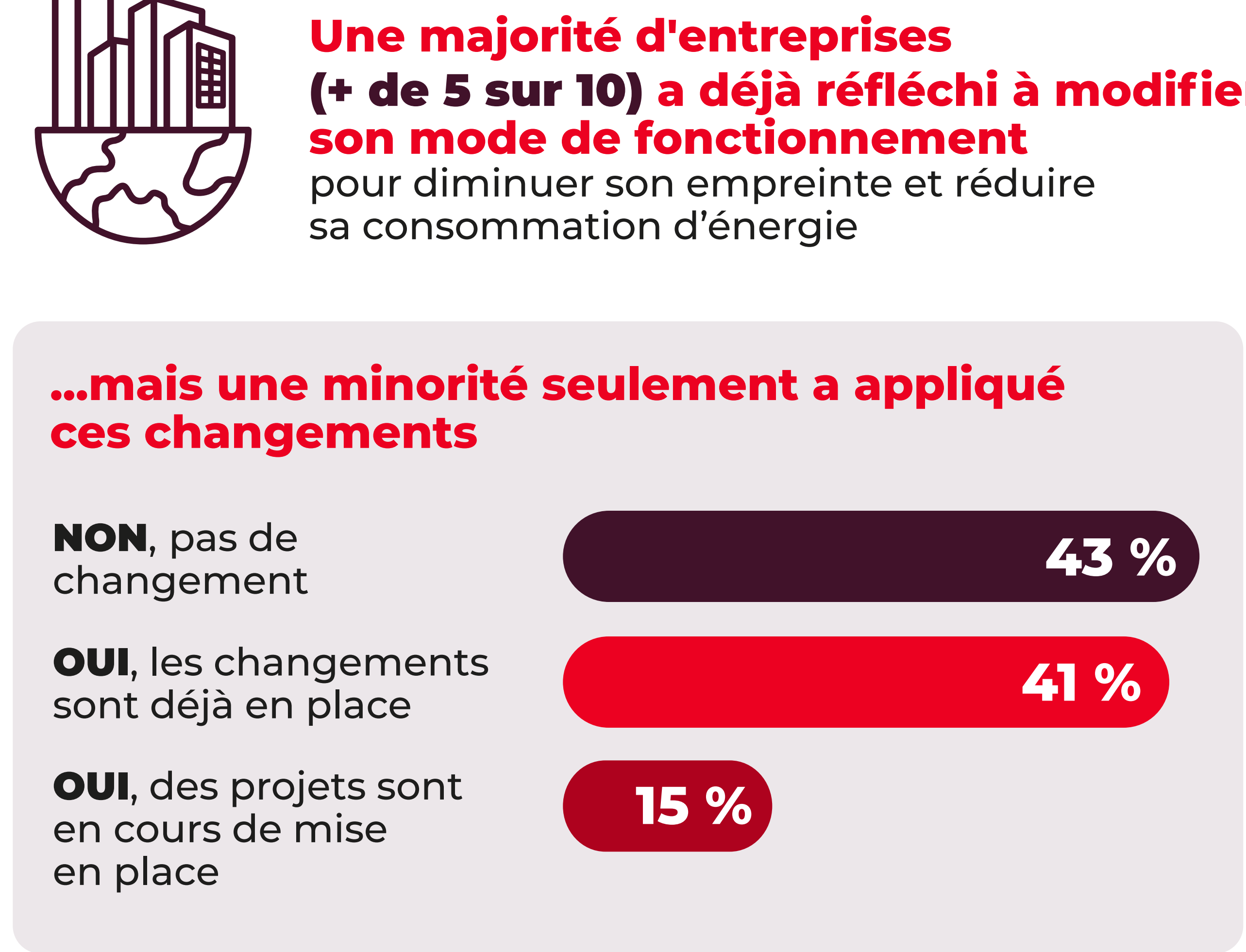
STRATÉGIE RSE : LES ENTREPRISES PASSENT À L'ACTION



Mais 1/4 des entreprises ne sont pas encore passées à l'action



LA HAUSSE DU COÛT DE L'ÉNERGIE : UN IMPACT DIRECT SUR LES MODES DE PRODUCTION





ENGAGEMENT ÉCOLOGIQUE ET ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES

LES RAISONS QUI POUSSENT LES DIRIGEANTS À AGIR



Par volonté écologique, pour suivre l'évolution de la société

62 %



Par intérêt économique

28 %



En réponse à une pression externe (clients, fournisseurs), interne (collaborateurs, salariés), sociétale ou politique

25 %



Par obligation légale

20 %



Pour rester compétitif dans son secteur d'activité

16 %



Pour se démarquer de la concurrence

13 %

LOI ET ÉCOLOGIE : REGARD DES DIRIGEANTS SUR LES OBLIGATIONS IMPOSÉES

58%

des entreprises les jugent adaptées

contre 35%

qui les jugent excessives

70% des entreprises de 250 salariés et + les trouvent adaptées

RÉDUIRE SON EMPREINTE : ZOOM SUR LES INITIATIVES CONCRÈTES EN ENTREPRISE*

* Parmi ceux qui mettent en place des actions dans leur entreprise



Réduction et gestion des déchets

> Tri des déchets, recyclage, réemploi

56%



Réduction de l'impact lié à la consommation et la production d'énergie

> Économie d'énergie, changement de matériel, du mode de chauffage, de l'isolation, énergies renouvelables

42%



Réduction de l'impact lié aux déplacements

> Véhicules électriques, covoiturage, écoconduite, mobilités plus douces, télétravail

29%



Consommation et pratiques plus responsables

> Matériaux plus responsables, actions visant à réduire le gaspillage

14%



Réduction des ressources naturelles, notamment de l'eau et traitement des eaux usées

7%



Sensibilisation

6%



Nouveaux modes de production

2%



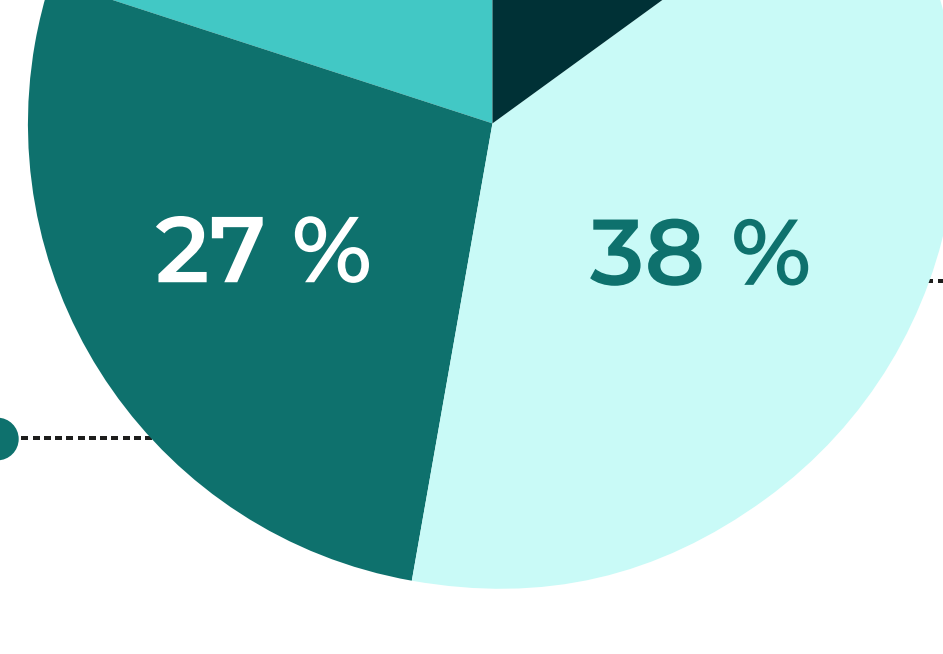
Actions en faveur de la biodiversité et actions de compensation

2%

L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DES FOURNISSEURS

Un critère de sélection :

Pas important du tout



● **Prioritaire**

Les entreprises de 250 salariés et + sont 43 % à juger cela prioritaire

● **Important mais pas prioritaire**

● **Secondaire**



INVESTIR POUR UN AVENIR PLUS VERT

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST AMORCÉE

2/3 des entreprises envisageant de réaliser des investissements pour diminuer leur impact environnemental d'ici à 5 ans

87%



des entreprises du secteur de l'industrie l'envisagent

DES PROJETS D'INVESTISSEMENT RESPONSABLES*

* Parmi les investissements envisagés

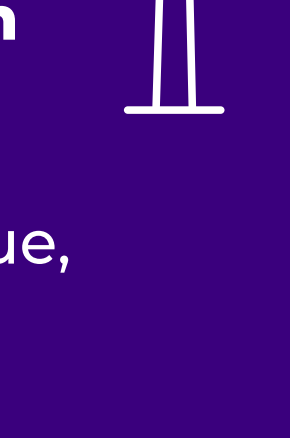
56%

Remplacement ou installation de luminaires LED



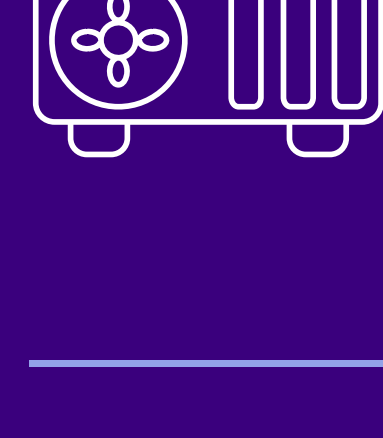
46%

La production d'énergie renouvelable (photovoltaïque, éolien...)



42%

Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques ou à hydrogène



45%

Mise en place d'un matériel de chauffage ou refroidissement plus performant, plus économique (pompe à chaleur par exemple)



41%

Achat / location de véhicules de fonction électriques

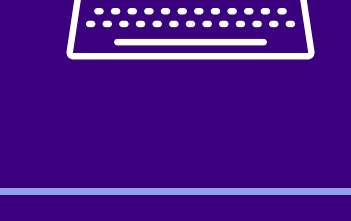


28%

Développement de véhicules rétrofités (passage d'une motorisation thermique à une motorisation électrique)

44%

Achat / location de matériel technologique reconditionné (ordinateurs, téléphones...)



35%

Achat / location de véhicules utilitaires électriques ou véhicules industriels électriques ou à hydrogène

21%

Installation de batterie électrique de stockage



LE FINANCEMENT DE CES INVESTISSEMENTS

60%

Par fonds propres

36%

Par financements privés (crédit bancaire, leasing, émissions obligataires, autres)

26%

Par aides publiques

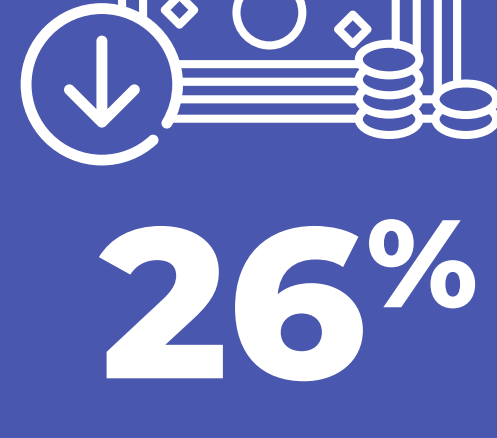
RAISONS POUR LESQUELLES LES ENTREPRISES N'ENVISAGENT PAS DE BÉNÉFICIER D'AIDES PUBLIQUES

32%

A cause de la complexité des dossiers à constituer

28%

Par manque d'information sur les aides existantes



26%

En raison d'aides jugées trop faibles au regard des démarches nécessaires



21%

Ces actions ne sont pas éligibles à ce type d'aide